



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 2 (2023)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : introduction d'une taxe sur les ventes en ligne de biens de faible valeur
- ❖ Vietnam : la TVA repasse de 8% à 10%
- ❖ Laos : l'inflation au plus haut à 39,3% en décembre en glissement annuel

Région

Prévisions encourageantes pour la croissance de la région en 2023

Selon la Banque mondiale, la croissance de la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique (EAP) est estimée à 4,3% en 2023 après 3,2% en 2022, du fait notamment du rebond attendu en Chine. La croissance dans le reste de la région devrait se contracter de 0,9 point de base (5,6% en 2022 à 4,7% en 2023), en raison du ralentissement de la demande et des exportations, qui prendrait le pas sur l'effet de la reprise du tourisme.

Résilience de l'ASEAN en 2023

Les principales économies de l'ASEAN devraient être en mesure de résister aux volatilités des marchés en 2023. Selon la banque singapourienne United Overseas Bank, les perturbations rencontrées en 2022 devraient se poursuivre, mais la solidité des fondamentaux de la région devrait aider les économies de l'Asie du Sud-Est à résister aux effets persistants de la pandémie, l'invasion Russe en Ukraine, les tensions Chine-USA, les ruptures sur les chaînes d'approvisionnement, les prix de l'énergie, l'inflation, et la hausse des taux directeurs.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

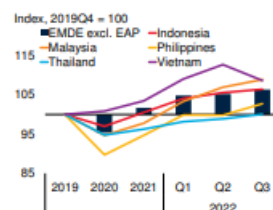
+16%

Hausse du salaire moyen au Vietnam en 2022, ce qui porte son montant à 286 USD.

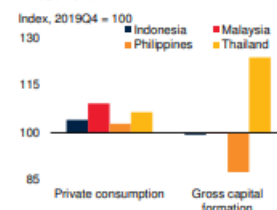
FIGURE 2.1.2 EAP excluding China: Recent developments

In the region excluding China, growth picked up in 2022, reflecting a release of pent-up demand and a rebound of services exports as many countries continued to lift pandemic-related mobility restrictions and travel bans. Consumer price inflation has increased throughout EAP and exceeded targets for several months in many countries, mainly reflecting higher energy and food prices.

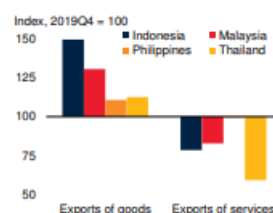
A. GDP



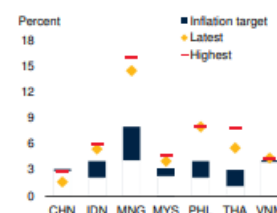
B. Private consumption and investment



C. Exports



D. Consumer price index inflation

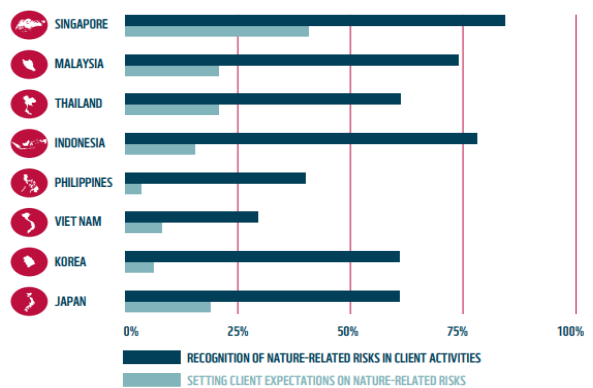


Sources: Haver Analytics; national sources; World Bank.

Écart croissant dans la région en matière d'application des critères ESG

WWF a publié un rapport le 12 janvier faisant état de l'impact environnemental et climatique de la région Asie-Pacifique sur l'application de critères ESG par le secteur financier. Le rapport recommande notamment aux banques asiatiques d'aligner davantage leurs activités d'investissement et de prêt sur des objectifs de neutralité carbone. Un nombre croissant de banques asiatiques se sont engagées à atteindre la neutralité carbone financée d'ici 2050, passant de 15% des banques évaluées en 2021 à 39% en 2022. Les banques de Singapour et de Malaisie ont fait des progrès importants dans la mise en place de ces stratégies en 2022, alors que les banques vietnamiennes et philippines sont plus en retard. Malgré le fait que beaucoup de banques reconnaissent les risques liés à la nature dans leurs activités client, peu ont intégré la gestion de ces risques dans leurs process. Le rapport encourage les régulateurs à agir pour limiter les disparités dans la région et éviter que le capital ne se dirige vers les pays moins disants en matière de durabilité.

FIGURE 1: BANK INTEGRATION OF NATURE-RELATED RISKS



Indonésie

Lutte contre les infractions au contrôle des changes

Le gouvernement indonésien cherche à contrôler davantage les flux de devises provenant des exportations. Plus de 200 exportateurs, qui ne respectaient pas les dispositions du règlement gouvernemental n°1/2019 sur les recettes d'exportations, ont ainsi été sanctionnés. Ce règlement exige que ces recettes, issues d'activités d'exploitation, gestion ou transformation de ressources naturelles, soient déposées dans des banques nationales. Les exportateurs ne respectant pas ce règlement sont certainement plus nombreux : alors que les recettes d'exportations ont augmenté de 28% en 2022 (11 mois), les réserves de change sont en légère baisse. Le ministère des Finances a évalué les recettes d'exportation en devises non déclarées à 680 M USD sur les 11 premiers mois de l'année 2022, les exportateurs cherchant à conserver les recettes en devises à l'étranger (Singapour principalement) pour bénéficier de l'écart de taux entre USD et IDR. Les autorités indonésiennes pourraient réviser le règlement gouvernemental pour y inclure les exportations de produits manufacturés tels que l'acier et allonger la période d'obligation de conservation des recettes d'exportation en devises dans le pays. De plus, la banque centrale réfléchit à offrir de meilleurs taux en roupies aux banques, afin d'éviter que les investisseurs ne conservent des dollars à l'étranger, notamment à Singapour.

Hausse des créances « Buy Now Pay Later » des entreprises

« Buy Now Pay Later » (BNPL) est une option de paiement populaire en Indonésie, dont la croissance est associée à celle du boom des achats en ligne. La valeur brute des marchandises concernées par BNPL en Indonésie devrait atteindre 25,3 Mds USD d'ici 2028, selon le rapport Indonesia BNPL Business and Investment Opportunities publié par Research and Markets. Cependant, l'Autorité des services financiers (OJK) a averti que les créances irrécouvrables des entreprises payées ultérieurement atteignaient 7,6% en septembre 2022. En conséquence, les taux d'intérêt élevés et l'augmentation des prêts non performants pourraient mettre en difficulté cette activité BNPL. Malgré ces obstacles, l'adoption des paiements BNPL devrait continuer de progresser à en juger par la poursuite des investissements (par exemple, de Mitsubishi UFJ Financial Group de 200 M USD dans la fintech Akulaku).

Révision des tranches d'imposition sur le revenu

Le 20 décembre, Joko Widodo a signé le règlement gouvernemental n°55/2022, lequel stipule de nouvelles dispositions sur l'impôt sur le revenu. Le taux d'imposition est majoré pour les salariés de la tranche d'imposition supérieure et la tranche d'imposition inférieure est relevée. Environ 0,03% des contribuables indonésiens appartiennent à la tranche d'imposition supérieure, soit avec un revenu supérieur à 5 Mds IDR par an (soit 280 500 USD). Cependant, leur contribution aux recettes fiscales des particuliers s'élève à 17,2%. Ainsi, selon le centre d'analyse fiscale indonésienne (CITA), l'augmentation de 5% de ce taux d'imposition pourrait fournir 373 M USD de recettes publiques. Mais le taux de recouvrement de ce groupe est relativement faible, il s'élevait à 52,5% en 2020, et avec cette mesure, il pourrait être encore amoindri. Par ailleurs, les personnes ayant un revenu mensuel inférieur à 253 USD ou annuel inférieur à 3 036 USD sont désormais exonérées d'impôt sur le revenu, le seuil minimum ayant été relevé à un revenu de 60 M IDR par an (soit 3 380 USD). L'objectif de recettes fiscales pour 2023 est de 96,7 Mds USD, et reposera notamment sur les changements apportés aux tranches d'imposition des personnes à revenu élevé. Dans l'optique d'améliorer ses recettes fiscales, plusieurs instruments de lutte contre l'évasion fiscale sont par ailleurs mis en place (règlement gouvernemental n°55/2022).

Malaisie

Mise en œuvre de la taxe sur les ventes en ligne de biens de faible valeur

En ligne avec les recommandations de l'OCDE visant à répondre aux défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie et des mesures prévues dans le budget 2022 pour assurer une soutenabilité des recettes budgétaires, une taxe sur les ventes en ligne de produits importés de faible montant (inférieur ou égal à 115,2 USD ou 500 MYR) est introduite à partir du 1er avril 2023, avec un taux fixé à 10%. Elle s'accompagne d'une obligation, depuis le 1er janvier 2023, d'enregistrement préalable pour les vendeurs dont le montant total de la valeur des produits vendus en ligne dépasse 115 200 USD (500 000 MYR) sur 12 mois. La taxe ne s'applique pas aux produits à base de tabac, aux cigarettes électroniques ou produits équivalents et aux préparations associées, ainsi qu'aux boissons alcoolisées.

Transfert à l'Etat de Sabah des pouvoirs de régulation du marché du gaz onshore sur son territoire

L'assemblée législative de l'Etat de Sabah a voté les textes visant à transposer dans sa législation et à mettre en œuvre la décision du gouvernement fédéral, fin décembre, de lui transférer les pouvoirs de régulation de la fourniture de gaz onshore sur son territoire. Il est institué une Commission de l'énergie de Sabah (ECoS) qui assurera les fonctions de régulateur. Il pourrait s'agir d'un premier pas vers un transfert de compétences plus large en matière d'énergie revendiqué, au titre de l'accord de 1963 qui a donné naissance à la Malaisie avec l'intégration du Sarawak et de Sabah (situés sur l'île de Bornéo).

Assouplissement des conditions de recrutement de travailleurs étrangers

Pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre un nouveau plan d'assouplissement pour le recrutement de travailleurs étrangers afin d'accélérer la procédure de délivrance des autorisations recrutement en la réduisant à trois jours. Cette mesure temporaire permet aux employeurs de déposer, sans obligation de qualification préalable, une demande d'autorisation de recrutement de ressortissants de 15 pays : Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Laos, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Turkménistan, Ouzbékistan et Vietnam. Les employeurs sont tenus de respecter la législation nationale dont les derniers amendements, pour se conformer aux conventions internationales, sont entrés en vigueur au 1er janvier 2023, y compris le salaire minimum.

Singapour

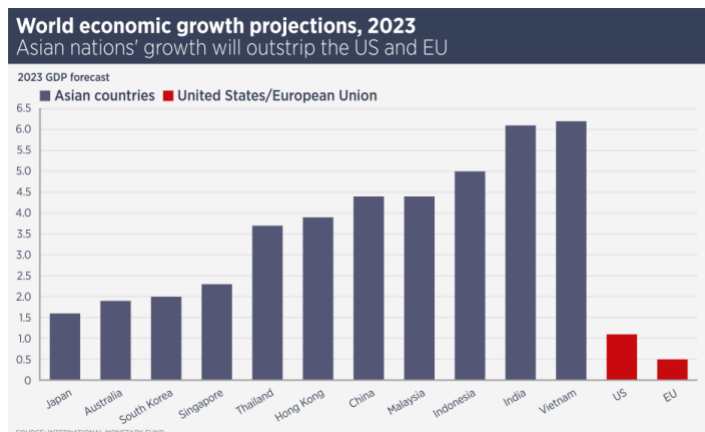
Difficultés du projet de connexion électrique sous-marine Singapour-Australie

Sun Cable, un projet d'énergie solaire australien, a été placé sous administration volontaire, signalant que la société ne pourra pas rembourser ses prochaines échéances de crédit sans un apport de fonds d'environ 60 M USD. Le principal projet de Sun Cable, l'Australia Asia PowerLink, va maintenant faire l'objet d'une attention accrue. Le projet, d'un coût de 21 Mds USD, couvrirait 12 000 hectares avec des panneaux solaires pour alimenter Darwin et, via un câble de 4 200 km et 3,2 GW, alimenterait 15% des besoins en électricité de Singapour et de certaines parties de l'Indonésie. Certains doutes étaient déjà apparus sur la faisabilité du projet en raison de sa taille, de la technologie nécessaire et des coûts élevés liés à la traversée d'eaux profondes.

Le marché immobilier serait à l'abri des turbulences mondiales

Selon un rapport de Savills, la croissance économique de Singapour devrait dépasser celle des États-Unis et de l'Union européenne (UE) en 2023, avec une prévision de croissance de 2,3% sur l'année, contre 1% pour les États-Unis et 0,5% pour l'UE, selon les projections de la croissance économique de la FMI pour 2023. Les marchés immobiliers mondiaux restent en effet affectés par l'inflation et la récession. L'Asie apparaît comme épargnée partiellement en raison des perspectives de croissance plus fortes et de la diversité des économies et des villes de la région.

Selon Savills, le marché immobilier de Singapour est bien positionné pour éviter les effets des problèmes économiques et des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale.



Secteur de la construction : perspectives encourageantes pour 2023

Selon l'Autorité de la construction de Singapour (BCA), la valeur des contrats de construction à octroyer en 2023 est prévue entre 20 et 24 Mds USD (27 et 32 Mds SGD). BCA est également confiant pour les perspectives du secteur malgré les contraintes de main-d'œuvre et les perturbations causées par les incidents de sécurité. 60% de la demande de construction devrait provenir du secteur public à Singapour, à hauteur de 12 et 14 Mds USD (16 et 19 Mds SGD). Cet effort sera soutenu par de nombreux projets d'habitation publics alors que le « Housing and Development Board » augmente l'offre de logements à construire sur commande.

Vietnam

Hausse du salaire moyen en 2022

Selon les statistiques vietnamiennes, le revenu moyen a atteint 286 USD, soit une hausse de 16% (40 USD) par rapport à 2021. La plus forte augmentation a été enregistrée dans le secteur de la construction (en hausse de 17,6%), suivi des services (en hausse de 15,4%) et de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (en hausse de 9,8%). Les hommes reçoivent en moyenne un salaire 1,14 fois plus élevé que celui des femmes et les travailleurs urbains un salaire 1,23 fois plus élevé que les travailleurs ruraux.

Fin de la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée avait été réduite de 10 à 8% en 2022 pour soutenir la reprise de la croissance post-covid. Elle est revenue au taux antérieur au 1er janvier. La hausse de la TVA devrait peser sur la consommation et exercer une pression à la hausse sur l'inflation, estimée à 3,2% sur l'ensemble de 2022, et à respectivement 4,4% et 4,6% sur les deux derniers mois de l'année.

Renouvellement des autorisations de mise sur le marché des produits pharmaceutiques

L'Assemblée nationale vient de renouveler la validité des autorisations de mise sur le marché jusque fin 2024 pour celles expirant entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2024. Grâce à cette mesure, plus de 10 000 produits, fabriqués localement ou importés, pourront rester sur le marché. L'Assemblée nationale a cependant reconnu que cette prolongation était temporaire et que les pénuries d'approvisionnement pourraient se reproduire à l'avenir, en l'absence d'amélioration des procédures administratives. Le ministère de la Santé est chargé de la révision de la loi pharmaceutique prévue pour 2024.

Décision du MoIT sur le cadre des prix pour les projets solaires et éoliens

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a publié le 7 janvier une décision sur le cadre des prix pour les projets solaires et éoliens. Concernant le solaire, les prix plafonds sont de 0,05 USD par kwh pour les projets d'énergie solaire au sol et de 0,065 USD pour les projets raccordés au réseau. Du côté de l'éolien, le prix est de 0,068 USD par kwh pour l'énergie éolienne terrestre et de 0,078 USD pour l'énergie offshore. L'entreprise publique Electricité du Vietnam (EVN) et les producteurs d'énergie solaire et éolienne devront négocier les prix sur la base de cette décision, conformément à l'article 1 de la circulaire 15/2022. Pour rappel, les investisseurs ont déjà signé des accords d'achat (PPA) avec EVN et de nombreux projets d'énergie solaire et éolienne ont été mis en œuvre, mais les prix de vente ne sont pas fixés ; le mécanisme de tarification feed-in-tariff a quant à lui expiré en fin 2020 (solaire) et fin 2021 (éolien). Cela concerne, selon le MoIT, 62 projets d'énergie éolienne (sur un total de 150 projets) ayant une capacité de 3 479 MW.

Thaïlande

Taxonomie verte

La Banque de Thaïlande (BoT) accélère le verdissement du secteur bancaire alors que la Thaïlande s'est fixée des objectifs ambitieux de réduction de ses émissions carbone. Une taxonomie classifiant les activités économiques en fonction de leur impact environnemental est entrée dans sa première phase d'élaboration qui se concentre sur les secteurs de l'énergie et du transport. Mise en œuvre par un groupe de travail mené par la banque centrale et comprenant des représentants de la « Securities and Exchange Commission » (SEC), des chambres de commerce (« Thai Chamber of Commerce » et « Federation of Thai Industries ») et des ministères de l'Énergie et des Transports, cette classification permettra aux institutions financières de proposer aux entreprises des prêts et services financiers visant à promouvoir la transition écologique de leurs activités.

Incitation fiscale pour accroître l'usage des plastiques biodégradables

Les ministères des Finances et de l'Industrie ont annoncé la mise en place d'une mesure de réduction d'impôt sur les sociétés afin d'inciter les entreprises à utiliser davantage de produits plastiques biodégradables. La réduction d'impôt s'élèvera à environ 25% du montant des achats de produits plastiques biodégradables par les entreprises entre 2022 et 2024. La plupart des sociétés souhaitant

bénéficiaire de cette exemption devront se procurer du plastique biodégradable auprès de producteurs certifiés par le ministère de l'Industrie (au nombre de 7 actuellement). Alors que la Thaïlande a fait de l'économie bio-circulaire et verte le mantra de sa politique de développement, le pays fait partie des 10 principaux pollueurs de débris plastiques marins, générant environ 2 Mt de déchets plastique par an qui ne sont recyclés qu'à hauteur de 25%. Cette mesure s'inscrit dans l'objectif du gouvernement de faire de la Thaïlande un hub de la production biochimique et biopharmaceutique en ASEAN.

Forte appréciation du baht depuis la mi-octobre

Le baht a connu une nette appréciation depuis la mi-octobre 2022, passant de 38,27 THB pour 1 USD le 14 octobre à 33,18 THB le 13 janvier 2023. Selon le ministre des Finances, ce renforcement du baht tient à la bonne tenue des entrées nettes de capitaux étrangers en Thaïlande sur la période alors que le pays a enregistré une hausse massive du nombre de touristes étrangers en 2022 (10,8 M d'entrées contre seulement 430 000 en 2021), en particulier sur les derniers mois de l'année (entre 1,7 et 2 M par mois en novembre et décembre). Les observateurs économiques (Bloomberg, Morgan Stanley) prévoient que le baht devrait continuer à s'apprécier vis-à-vis du dollar en raison de l'afflux à venir des touristes, stimulé par la réouverture récente des frontières chinoises : entre 22 et 23 M de touristes attendus en 2023, dont possiblement 4,8 M depuis la Chine.

Philippines

La Banque mondiale abaisse ses prévisions de croissance à 5,4% pour 2023

Dans son dernier rapport Perspectives économiques mondiales, la Banque mondiale a abaissé ses prévisions de croissance pour les Philippines à 5,4% pour 2023, contre 5,6% en juin, afin de prendre en compte l'impact attendu du ralentissement de l'économie mondiale sur le commerce extérieur des pays en développement. Ces prévisions s'inscrivent donc en dessous de l'intervalle cible fixé par le gouvernement, entre 6 et 7%. La Banque mondiale prévoit également une croissance inférieure aux objectifs gouvernementaux pour 2024, soit 5,9% (pour un intervalle cible fixé entre 6,5% et 8,0%). En décembre 2022, elle avait réajusté ses prévisions sur l'année en cours à 7,2% (1,5 point de pourcentage par rapport à juin), afin de prendre en compte une reprise plus forte qu'anticipée des exportations. En novembre, les exportations philippines atteignent 7,1 Mds USD (+13,2% en glissement annuel), dont 4,6 Mds USD pour les produits et appareils électroniques (+22,9%).

Les ventes d'automobiles ont augmenté de 31,3% en 2022

Selon un communiqué conjoint de la Chambre des constructeurs d'automobiles des Philippines (CAMPI) et l'Association des fabricants de camion (TMA), les ventes d'automobiles ont augmenté de 31,3% en 2022, pour atteindre 352 596 unités. Cette hausse a principalement été portée par les ventes d'utilitaires (46,5%), qui représentent 75,6% des ventes totales. Les ventes atteignent 37 259 unités en décembre, soit le volume mensuel le plus élevé depuis 2017. Selon le président du CAMPI, Rommel Gutierrez, cette dynamique indique une reprise de l'industrie automobile et un retour à la situation pré-pandémique. Sur l'ensemble de l'année 2022, les ventes restent néanmoins inférieures de 4,7% à l'année 2019 (en volume). Aux Philippines, le marché de l'automobile reste dominé par les fabricants japonais Toyota (49,4% des ventes en volume) et Mitsubishi (15,1%), suivi par Ford (7,0%) et Nissan (6,0%).

Cambodge

Un commerce extérieur dynamique, dépassant les niveaux pré-COVID

Les échanges commerciaux ont atteint plus de 52 Mds USD en 2022, en hausse de 9,2% par rapport à 2021, selon les données de la Douane cambodgienne. Les exportations ont crû de 16,4% à 22,4 Mds USD et les importations de 4,3% à 29,9 Mds USD. Le déficit commercial s'est donc creusé de 5,4 à 7,4 Mds USD. La reprise de l'économie mondiale a permis au Cambodge d'accroître ses échanges commerciaux. L'entrée en vigueur du RCEP et des accords bilatéraux de libre-échange avec la Chine et la Corée du Sud devrait permettre au Cambodge de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et de stimuler la diversification de ses productions et de ses ventes.

Une reprise qui s'affermi, avec une croissance qui pourrait atteindre 6% en 2023

Le Cambodge devrait connaître une croissance économique d'environ 6% cette année (5,5% pour les institutions internationales), après 5,1% en 2022, selon le rapport de la Banque nationale du Cambodge sur les perspectives économiques et le développement du secteur bancaire pour 2023. La croissance du pays sera soutenue par le secteur textile (+6,5%), le secteur manufacturier (14,3%) et le tourisme (18,5%). Les secteurs de la construction et de l'immobilier resteraient en retard, avec une croissance de 1,7% et 1,2% respectivement. Enfin, le secteur agricole, à la faible productivité, devrait croître faiblement (1,1%). L'inflation, qui a atteint 5,3% l'année dernière, devrait baisser à 2,5%. Les réserves de change demeurent suffisantes pour couvrir 7 mois d'importation.

Laos

L'inflation atteint un nouveau sommet

Après +34% en septembre, +38,5% en novembre, l'inflation atteint un nouveau sommet à 39,3% en décembre 2022 en glissement annuel. Alimentation, communications et transports, ainsi que soins médicaux/médicaments sont les affectés par cette hausse de l'indice des prix à la consommation. Sans surprise, ce sont des produits largement importés. Or, les difficultés financières du pays – crise de liquidité, endettement trop élevé et risque de défaut – ont conduit à la chute du kip (653,3% face au dollar en 2022 et -52,6% face au bath). Et comme la Thaïlande est le second partenaire commercial du Laos et que la Banque de Thaïlande conduit sa politique de hausse des taux, l'inflation pourrait s'installer durablement à un niveau élevé, contrairement aux prévisions des autorités laotiennes qui la voyait baisser nettement avant la fin du premier semestre.

Plus d'exportation d'électricité vers le Cambodge

Le 3 janvier dernier a été inaugurée, dans la province de Champassak, une centrale thermique de 445 MW, construite et exploitée par Yunnan Energy Investment Co., avec une participation de 30% d'Electricité du Laos. La centrale est connectée à une ligne à HT de 500 kV, reliée à la frontière cambodgienne (à 200 km) et au réseau de transport d'Electricité du Cambodge. En 2022, le Laos a exporté 2,9 GWh d'électricité vers son voisin, essentiellement d'origine hydraulique. Et, en 2022, le Laos disposait d'une capacité installée de près de 11 GW, répartis en 90 centrales, dont 77 hydroélectriques, 8 solaires, 4 basées sur la biomasse et une au charbon. Grâce à son énorme potentiel, hydroélectrique et éolien en particulier, le Laos a fait de l'exportation d'électricité (70% de sa production) vers ses voisins une très importante source de devises. La plus importante centrale hydroélectrique, celle de Nam Theun II d'une puissance de 1075 MW, est exploitée par EDF – qui participe à son capital à hauteur de 40%. Et 94% de l'électricité produite par la centrale est exportée vers... la Thaïlande.

Birmanie

Evolution du commerce extérieur sur les 9 mois de l'année fiscale 2022-2023

Selon les statistiques du ministère du Commerce, la balance commerciale pour les 9 mois de l'année fiscale 2022-23 (avril-décembre) est déficitaire de 527 M USD, les exportations atteignant 12,4 Mds USD et les importations 13 Mds USD. Le volume des échanges commerciaux s'est élevé à 25,4 Mds USD, soit une croissance de 20% par rapport à la même période de l'année fiscale 2020-21. Les importations se sont accrues de 24%, tirées principalement par les achats de biens intermédiaires (produits pétroliers, matières premières industrielles) qui augmentent de 53% à 6,1 Mds USD. Les exportations ont augmenté, mais à un rythme plus faible (+16%), sous l'effet de l'accroissement des ventes de biens manufacturés (+36% à 8,5 Mds USD), notamment des produits textile. A noter également que le commerce maritime a enregistré une croissance significative de 24% sur ce même exercice tandis que le volume du commerce frontalier est resté stable.

En route vers l'énergie renouvelable

Plusieurs centrales solaires ont commencé leur production : « Taungtawkwin » de 20 MW, développé par Green Power Energy (GPE), une filiale de Gold Energy, projet qui comprend l'installation d'une ligne de transmission de 33 KV connectée au réseau électrique national ; « Kye Ohn Kye Wa » de 30 MW, situé dans la région de Magway, développé par la société d'Etat chinoise Power China Resources.

Sortie de PTTOR

PTT Oil and Retail (PTTOR), une filiale de groupe public pétro-gazier thaïlandais PTT, a annoncé vouloir suspendre ses opérations de transport et de stockage du pétrole en raison du climat de violence et de troubles qui règne actuellement en Birmanie. Un protocole d'entente avait notamment été signé en 2019 avec Brighter Energy, une compagnie locale, pour développer un terminal de carburant dans le port de Thilawa sur un terrain appartenant au conglomérat militaire MEC et pour ouvrir un réseau de stations-service à travers le pays. PTTOR détient une participation de 35% dans ce projet de terminal (185 M USD) et de 51% dans le commerce de détail (26 M USD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité